

# Le pouvoir aux travailleurs

**mensuel trotskyste**

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (Karl Marx)

**UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES**  
ISSN 0241 0494      Le 4 AVRIL 2026      N° 525      PRIX : 100 FCFA

---

## MOYEN-ORIENT : À BAS LA GUERRE IMPÉRIALISTE !



175 élèves ont été tués dans cette école primaire après son bombardement par l'aviation américaine le 28 février 2026 dans la ville de Minab, au Sud de l'Iran.

• **Sommaire au verso**

---



## Le pouvoir aux travailleurs

### Sommaire

#### Éditorial

Moyen-Orient : À bas la guerre impérialiste !

Pages 4-10 Côte d'Ivoire :

#### LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

- ▶ Bâtiment : Des travailleurs se mobilisent
- ▶ Les exploités divisent pour mieux régner.
- ▶ Manifestations contre les coupures d'électricité et d'eau.
- ▶ Ne pas confondre A.M.I. et ami !

#### LEUR SOCIÉTÉ

- ▶ C'est toute une armée de chômeurs qui cherche du travail !
- ▶ Parole de général !
- ▶ Leurs «droits de l'homme», rien que de la comédie !
- ▶ La sécurité routière pour les pauvres, rien que des mots !
- ▶ Des opposants qui ont la nostalgie du pouvoir.
- ▶ Un ministère pour amuser la galerie.

#### DANS LE MONDE

Pages 11

USA : Des ouvriers de différentes nationalités en grève.

#### Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 25 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbre-poste courant.

Autres pays : nous consulter.

#### Adresse

Le PAT- LO

BP 20029

93501 Pantin Cedex France

Site internet : [www.uatci.org](http://www.uatci.org)

## Éditorial

### MOYEN-ORIENT : À BAS LA GUERRE IMPÉRIALISTE !

La perte de 4 avions de guerre de l'armée américaine au dessus de l'Iran entre le 3 et le 5 avril montre que la guerre au Moyen-Orient ne s'est pas terminée « en quatre à cinq semaines » comme le prétendait Donald Trump au début des premiers bombardements sur la capitale iranienne par l'aviation américaine et israélienne. Les bombes continuent de tomber sur ce pays en faisant d'innombrables victimes parmi les civils, femmes, enfants, vieillards qui n'ont commis comme seul crime que celui d'être nés dans ce pays et d'y vivre sous la dictature moyenâgeuse des mollahs. Des écoles, des hôpitaux et des infrastructures utiles à la population sont détruits. C'est un massacre innommable que sont en train de commettre les gouvernements américain et israélien.

Trump a prétendu qu'il venait au secours du peuple iranien pour lui apporter la liberté en décapitant le régime des mollahs, mais ce qu'il est en train de faire c'est de mettre le pays à feu et à sang.

Si le Moyen Orient est devenu une poudrière c'est à cause des rivalités entre les puissances occidentales (principalement les États-Unis, l'Angleterre et la France) depuis qu'on y a découvert du pétrole et du gaz naturel en grande quantité. Chacune d'elles, les États-Unis en tête, y a poussé ses pions en s'appuyant sur les rivalités entre les régimes féodaux locaux. Et puis elles ont soutenu et armé l'État israélien pour lui donner le rôle de gendarme local du Moyen-Orient quitte à lui laisser la liberté d'opprimer et d'écraser le peuple palestinien.

L'Iran, quand il était sous le règne sanguinaire du Shah durant plus de trois décennies, fut un des alliés fidèles de l'impérialisme américain. Mais depuis qu'il fut balayé, en février 1979, par une révolution populaire à la tête de laquelle se trouvait Khomeiny, un haut dignitaire religieux, les relations avec les pays impérialistes ne furent plus les mêmes.

Khomeiny s'est appuyé sur la haine de la population contre le shah et a encadré la mobilisation populaire par le clergé chiite et les militants islamistes pour instaurer une dictature basée sur la loi islamique. Il a mis au pas toute la population, à commencer par les femmes et ceux qui réclamaient plus de libertés démocratiques.

Khomeiny est mort en 1989 mais la dictature islamiste est restée la même, tout comme sa posture nationaliste vis-à-vis de l'occident. En réalité, sa dictature n'a jamais gêné l'impérialisme américain, de même il n'a jamais été gêné par celle du shah. Mais ce qu'il n'a jamais toléré (à Khomeiny et à ses successeurs) c'est le fait qu'ils ne lui obéissent pas au doigt et à l'œil.

Étant donné que l'Iran est un grand pays pétrolier et que sa production échappait au contrôle de l'impérialisme américain, tout comme son commerce et ses banques, le régime des mollahs est devenu une cible à abattre, et cela date de bien avant l'arrivée de Trump au pouvoir.



Le détroit d'Ormuz est surligné en rouge

La guerre actuelle au Moyen-Orient plonge la planète dans une nouvelle crise économique aux conséquences multiples.

Bien que l'armée américaine soit mille fois plus puissante que celle de l'État iranien, le fait que ce dernier a le contrôle du détroit d'Ormuz lui a permis d'avoir une capacité de nuisance face à l'impérialisme américain. Depuis le 28 février, cet étroit passage par lequel transitent habituellement 20 % du pétrole et du gaz mondial, une multitude de matières premières, ainsi qu'une immense flotte de porte-

conteneurs, est quasiment bloqué. Alors que 120 bateaux passaient chaque jour par ce détroit, le pouvoir iranien en laisse désormais passer moins de dix, battant pavillon indien, chinois ou d'autres pays qui condamnent l'attaque israélo-américaine.

Conséquence de ce blocage, les exportations d'hydrocarbures de la région sont quasiment à l'arrêt, privant le monde de 11 millions de barils par jour, soit un dixième de la consommation mondiale. Le Qatar, deuxième producteur mondial de gaz, annonce qu'il lui faudra plusieurs années pour remettre en état une usine de GNL partiellement détruite, tandis que des puits de pétrole sont mis à l'arrêt dans certains pays. Ce qui, a fait dire au directeur de l'Agence internationale de l'énergie que cette guerre représente « *la plus grande menace pour la sécurité énergétique mondiale de toute l'histoire* ».

Dans de nombreux pays, notamment en Asie, la pénurie d'hydrocarbure pèse déjà sur la production de nombreux dérivés chimiques du pétrole, ainsi que sur le transport routier et aérien. Cette pénurie se traduit déjà par le renchérissement de certains produits de consommation courante et si cette situation au Moyen Orient s'aggrave encore plus, ce sont des millions de personnes dans le monde qui en feront les frais, même si elles se trouvent à des milliers de kilomètres de la zone de conflits.

Sous la domination du capitalisme mondiale, la planète entière est devenue un baril de poudre prêt à exploser. La guerre en cours au Moyen Orient peut très vite s'étendre et entraîner d'autres conflits ailleurs, bien plus loin que le Moyen Orient. Aucune paix durable ne sera possible tant que l'impérialisme imposera sa loi au Moyen-Orient comme sur le monde entier.

## ***Le quotidien des travailleurs***

---

### **BÂTIMENT : DES TRAVAILLEURS SE MOBILISENT**

Jiangsu est une entreprise de construction de bâtiments de haut standing et aussi d'usines. Elle construit un peu partout à travers le pays. Les ouvriers travaillent dans la précarité, avec des salaires de misères. Sur les chantiers, il n'existe aucune sécurité pour la protection contre les accidents. On travaille 9 heures par jour pour un salaire de 4000 Fr pour les manœuvres et 6000 Fr pour les ouvriers qualifiés. Les salaires sont payés les dimanches après-midi, ce qui fait que les travailleurs sont obligés de se déplacer le dimanche alors que c'est leur seul jour de repos. En fait, cela revient à travailler 7 jours sur 7 sans repos.

À plusieurs reprises, les travailleurs ont manifesté leur colère contre cet abus sans que rien ne change et c'est ainsi qu'il y a quelques semaines, un petit groupe de travailleurs a commencé à organiser des réunions sur les différents chantiers.

Le mécontentement est grand, les problèmes à soulever sont nombreux, beaucoup s'impatientent à juste raison et pous-

sent à l'action. Mais face à eux, les patrons sont organisés et ont le soutien des autorités administratives et répressives. C'est la raison pour laquelle d'autres travailleurs poussent à la prudence et proposent au préalable une meilleure organisation avant d'agir.

Dans tous les cas, il faudra que les travailleurs arrivent à imposer un rapport de force conséquent pour espérer arracher des concessions à ces exploiters sans scrupules et assoiffés de profits.



*Le 21 juillet 2023, dans la commune de Cocody, des ouvriers sont en train de démolir un immeuble en construction car il menace de s'effondrer. Les promoteurs immobiliers se font beaucoup d'argent dans la construction de logements mais se moquent de la vie des ouvriers et des futurs locataires.*

### **LES EXPLOITEURS DIVISENT POUR MIEUX RÉGNER**



*Début du chantier des tours à l'emplacement de l'ancienne Sorbonne du Plateau à Abidjan.*

Wietec est une entreprise chinoise de construction dans le domaine du BTP. Elle a en

charge la construction de nouveaux bâtiments à l'ancienne Sorbonne du Plateau à Abidjan. Tout comme dans les autres entreprises du bâtiment, les problèmes des ouvriers sont multiples. Voici le témoignage d'un ouvrier sur la division qui existe entre les travailleurs et qui les affaiblit, ainsi que sur le comportement des chefs de chantiers.

*« Les chefs sur le chantier préfèrent recruter les non nationaux au détriment des nationaux sous prétexte que les ivoiriens aiment réclamer leurs droits à la fin des travaux. Pour cela plusieurs d'entre nous ont été refoulés.*

*Face à cette attitude des petits chefs, il n'y a jamais eu d'entente entre nous les ouvriers ivoiriens et les non nationaux. Nous avons tous les mêmes problèmes, mais les ouvriers nationaux refusent de se joindre ou même d'approcher les non nationaux pour avoir une bonne direction des luttes à mener face au patron. Nous avons des problèmes communs et nous sommes confrontés à la même exploitation, il est plus que nécessaires que nous agissions ensemble sans nous laisser diviser par les patrons».*

Autant dire qu'il n'y a rien de nouveau sous le ciel de l'exploitation capitaliste ! Les exploiters savent tirer parti des divisions qui existent entre les travailleurs pour mieux les exploiter et augmenter ainsi leurs profits.

Dans de très nombreux chantiers à Abidjan, il n'y a pas l'ombre d'un travailleur issu de l'immigration. Pourtant les difficultés et les conditions de travail ressemblent fortement à ce que vivent les travailleurs sur ce chantier. Quand ce n'est pas un problème entre ethnies, c'est un problème entre corporation, ou même entre religions différentes. Ce genre de division entre travailleurs existe ici, comme il existe ailleurs et dans d'autres pays. Ce n'est là qu'une des nombreuses difficultés auxquelles sont confrontés les travailleurs de tout temps et qui sont faciles à surmonter quand les tra-

vailleurs sont organisés et prêts à défendre par la grève leurs intérêts collectifs.

Il revient aux travailleurs les plus conscients d'entraîner leurs camarades, en leur expliquant que les travailleurs sont forts quand ils prennent conscience de leurs intérêts communs, au-delà de leur corporation, leur ethnie ou leur nationalité. Ils ont les mêmes intérêts à défendre contre le patronat qui les exploite.

#### Un autre témoignage sur le même chantier.

*«Nous bâtissons deux immeubles de R+24 niveaux. Depuis le lancement des travaux, la majeure partie des ouvriers sont payés à 6000 Fr pour 8 heures de travail. Cependant, à l'heure de la pause de midi, les petits chefs nous demandent de continuer à travailler et cette heure de travail est rémunérée à 1000 Fr. Cette habitude fait que plusieurs ouvriers ne prennent pas de pause de midi.*

*Quelques-uns d'entre nous commencent à se dire que si cette heure est pointée à 1000 Fr, nos 8 heures de travail journalier devraient être pointées à 8000 Fr et non à 6000 Fr. On pourrait donc imposer le paiement de 8000 Fr pour une journée normale de travail et prendre notre heure de pause. Mais pour l'instant, il nous manque l'organisation. Il faudra qu'on arrive à parler d'une même voix pour réclamer de meilleurs salaires ».*

## MANIFESTATIONS CONTRE LES COUPURES D'ÉLECTRICITÉ ET D'EAU



*Bocanda, des élèves manifestent après des coupures prolongées d'eau et d'électricité.*

Suite à une coupure de courant et d'eau durant plusieurs jours, la ville de Bocanda,

au centre du pays, a été secouée récemment par des manifestations. Ce mouvement est parti des écoles et a été rejoint ensuite par les habitants. Les gens ont crié leur ras-le-bol contre l'incapacité des autorités à mettre fin à leur calvaire. Les autorités ont répondu par l'envoi de forces de l'ordre pour réprimer les manifestants. Il s'en est suivi des échauffourées. Certains bâtiments administratifs en ont fait les frais.

Ce n'est ni le ministre de l'énergie, ni le directeur de la CIE, encore moins les ac-

tionnaires de cette grosse entreprise qui ont été jetés en prison, comme cela devrait l'être, mais ce sont 16 élèves qui ont

été arrêtés. Voilà comment l'État s'en prend aux victimes de son incompetence plutôt qu'à lui-même !

### NE PAS CONFONDRE A.M.I. ET AMI !

AMI (Abidjan Multi Industries) est une entreprise moderne qui existe depuis une quinzaine d'années dans la zone industrielle de Koumassi. Elle est spécialisée dans la construction métallique industrielle, la chaudronnerie, la tuyauterie et la soudure pétrole/gaz. Un travailleur nous fait part de son indignation par rapport aux conditions de travail dans cette entreprise.

« Nous sommes environ 200 travailleurs, recrutés généralement à la sortie d'une école technique. Profitant du fait que c'est notre premier emploi, le patron nous prend en tant que stagiaire avec un salaire de 80 mille francs par mois tout compris, alors que le salaire minimum en Côte d'Ivoire est de 105 mille francs, prime de transport incluse. Notre contrat est verbal pour une durée théorique de six mois. Mais le provisoire tend à s'éterniser et celui qui n'est pas content va se chercher ailleurs.



Les équipements de protection individuelle ainsi que les tenues de travail ne sont pas fournis par l'entreprise, les frais sont retirés de nos salaires. Nous ne disposons pas de vestiaires convenables et les toilettes sont impraticables, sales et en nombre insuffisant.

Nous travaillons 10 heures par jour et les heures supplémentaires ne sont ni reconnues, ni payées. La majorité des travailleurs ne sont pas déclarés à la Cnps et ne peuvent donc pas prétendre à une caisse de retraite ni à une prise en charge en cas d'accident de travail.

*On nous impose un quota de production journalière très exigeant. Depuis qu'un groupe de travailleurs a augmenté le quota au-delà de ce que le patron exigeait, en espérant ainsi se faire embaucher, le patron en a profité pour exiger le double du quota journalier de la production de soudure. Du coup, nous sommes obligés de travailler encore plus vite, au détriment de notre sécurité.*

*Le 31 décembre, tous les ouvriers qui ne se présentent pas au travail ont une retenue de 10 mille francs sur leur salaire, quelle que soit la raison de leur absence, parce que c'est la date d'anniversaire du patron ! Celui-ci dit ouvertement, comme si c'était normal, que « le matériel est plus important que les ouvriers. Remplacer une machine coûte de l'argent alors que remplacer un travailleur ne coûte rien ».*

*Enfin, chaque lundi, une séance de prière (chrétienne) est imposée à tous les travailleurs. Celui qui refuse de participer ou qui n'est pas présent est renvoyé chez lui.*

*Ceux d'entre nous qui ont tenté de poursuivre le patron en justice ont systématiquement perdu leur procès. »*

La grande majorité des travailleurs dans les usines à Yopougon, comme à Koumassi peuvent se reconnaître dans ce témoignage car les conditions de travail sont à peu près les mêmes. Quant à recourir à la justice pour se défendre, le cas présent montre encore une fois que le Tribunal est du côté de celui qui a de l'argent, donc du côté de l'exploiteur. Même si des travailleurs parviennent de temps à autre à arracher quelques miettes après mille efforts, c'est dérisoire par rapport à l'exploitation subie.

Voilà pourquoi, les travailleurs n'ont d'autres choix, pour défendre leurs intérêts, que l'organisation et la lutte collective, au-delà des corporations, de

l'appartenance à une usine ou à une branche d'industrie. Leur force c'est leur nombre et la conscience d'appartenir à une

seule classe qui a les mêmes intérêts face à celle des exploiters.

## Leur Société

---

### C'EST TOUTE UNE ARMÉE DE CHÔMEURS QUI CHERCHE DU TRAVAIL !

« Pourquoi l'armée fait désormais rêver les jeunes ? » s'interroge un journal du Rhdp en voyant des milliers de jeunes se ruer au camp d'Akouédo dans l'espoir de se faire embaucher comme soldat du rang. Ce journal feint d'ignorer à quel point le chômage touche les jeunes et que même ceux qui ont la chance d'avoir un job vivent avec des bas salaires et un travail précaire.

Un jeune dans une usine de la zone industrielle de Yopougon ou sur un chantier perçoit environ 100 mille francs par mois sans être sûr qu'il gardera son poste le mois suivant. De ce petit salaire mensuel, il devra soustraire le prix du transport, du repas, du loyer, etc. Ce qui fait que, même en travaillant à plein temps il se retrouve souvent avec zéro franc dans la poche avant même d'entamer le travail du mois suivant.



Recrutement de soldats à Abidjan en janvier 2024. Dans leur tentative d'échapper à la misère, de nombreux jeunes issus de familles pauvres cherchent à s'engager dans l'armée. L'État les utilisera peut-être pour réprimer leurs propres familles.

En comparaison, un soldat nouvellement recruté dans l'armée perçoit autour de 210 mille francs par mois, et ce depuis en 2017. De surcroît, celui-ci ne paie pas de titre de transport, il est logé, nourri, blanchi et bénéficie d'une assurance ! Ces petits soldats sont des enfants de pauvres qui aspirent à une vie meilleure que celle d'un travailleur qui, pour un salaire de misère, est obligé de trimer toute la journée, y com-

pris parfois le weekend et avec des heures supplémentaires souvent non payées. Mais ces quelques « avantages » accordés à ces petits soldats sont minimes à côtés de ceux des hauts gradés qui ne font rien de leur vie, à part parader avec leurs tenues d'apparat et surtout commander les petits soldats pour taper sur leurs parents pauvres quand ceux-ci osent sortir dans la rue pour manifester contre les injustices qu'ils subissent.

Quoi qu'en disent le gouvernement et les politiciens bourgeois de tous bords, le rôle de l'armée n'est pas de protéger l'ensemble de la population du pays mais de maintenir l'ordre établi en faveur des riches et des exploiters capitalistes. Pour cela, ils ont besoin de bâillonner les travailleurs et les petits paysans et les condamner à une vie de misère afin de permettre aux capitalistes de faire un maximum de profits sur leur dos.

Avec leurs discours nationalistes vantant « l'unité de la nation », la « défense de la patrie » ou d'autres mensonges de ce genre, les ennemis des travailleurs font tout pour que ceux-ci ne prennent pas conscience que la société est divisée en deux catégories de populations dont les intérêts sont fondamentalement opposés. Il y a les riches d'un côté et les pauvres de l'autre ; ceux qui ne possèdent que leur force de travail pour survivre et ceux qui ne font rien de leurs dix doigts tout en s'enrichissant du travail des autres.

Les travailleurs savent ces choses-là d'expérience, surtout ceux d'entre eux qui ont déjà vécu une grève. Selon l'importance de la grève, la bourgeoisie envoie contre eux des corps habillés en plus ou moins grand nombre.

Les familles ouvrières qui sont contraintes de vivre dans des bas quartiers insalubres et parfois dangereux lors de grandes pluies, connaissent aussi le même mépris des riches et du pouvoir qui les pourchassent violemment en détruisant leurs abris de fortune pour céder les terrains ainsi évacués à des promoteurs qui sont souvent de mèche avec le pouvoir.

Mais il arrive parfois que les petits soldats qui sont payés pour faire la guerre contre des pauvres comme eux se révoltent et retournent leurs armes contre les donneurs d'ordre pour rejoindre le camp de la population en révolte. Cette une situation que les tenants du pouvoir et la classe des exploités craignent par-dessus tout et ne toléreront jamais. Pourtant, c'est ce qui s'est produit lors de la révolution russe en 1917, pendant la première guerre mondiale. Des soldats révoltés par les atrocités de la guerre et par la misère de leurs parents victimes de la famine et de l'oppression, rejoignirent la classe ouvrière lorsque celle-ci décida de renverser le pouvoir féodal du tsar (roi en Russie). Les travailleurs et les soldats en lutte, avec l'aide des révolutionnaires communistes, ont pris le pouvoir et l'ont dirigé eux-mêmes sous la forme de soviets (comités) décidant démocratiquement de la politique à mener pour répondre à l'aspiration de la majorité de la population laborieuse.

Cela s'est aussi produit à Paris en 1871 (il y a un peu plus de 150 ans), lorsque le petit peuple de Paris se révolta contre le pouvoir des riches qui l'opprimait tout en l'envoyant se faire tuer dans une guerre qu'il ne voulait pas. Le gouvernement déploya alors l'armée pour tirer sur la foule. Mais une partie des soldats refusa d'obéir à cet ordre et fraternisa avec le

peuple insurgé qui prit le pouvoir, principalement à Paris. Cette révolution porta le nom de « *Commune de Paris* ». Il ne dura que quelques mois et fut écrasé dans le sang mais il servit d'exemple à toutes les générations de révolutionnaires qui luttaient pour le renversement du système capitaliste par la classe ouvrière en armes. C'est toujours un exemple riche d'enseignements pour les militants révolutionnaires d'aujourd'hui.

Ici en Côte d'Ivoire, les soldats basés à Akouédo se sont déjà révoltés plus d'une fois contre le pouvoir, notamment pour des raisons salariales. La dernière mutinerie date de janvier 2017 et il y en aura peut-être d'autres. Lorsque la classe ouvrière de ce pays se révoltera massivement et décidera de prendre son sort en main en défiant le pouvoir de la bourgeoisie, elle aura une politique à mener pour gagner la sympathie des petits soldats et les retourner contre leurs adversaires communs. Tout comme elle aura à attirer la sympathie et la solidarité de la petite paysannerie et de l'ensemble des couches pauvres du pays mais aussi des travailleurs et des opprimés des pays voisins. C'est une alliance naturelle qui doit unir des gens qui vivent les mêmes conditions d'existence et qui sont victimes du même système d'exploitation capitaliste.

La division fondamentale entre les êtres humains n'est pas la corporation, la religion, l'ethnie, la nationalité, le pays ou la couleur de peau. C'est celle qui, partout dans le monde, oppose les riches aux pauvres, les exploités aux exploités. La première étape de la lutte pour renverser le capitalisme passe par la prise de conscience de cette division fondamentale de la société de classes.

## PAROLE DE GÉNÉRAL !

Le général de brigade aérienne de l'armée française, un certain Pierre Wencker, était en Côte d'Ivoire pour préparer un « *exercice multinational interarmées* », une collaboration entre les armées française, gabonaise et ivoirienne. À cette occasion, il a no-

tamment déclaré à l'endroit de ceux qui possèdent des richesses et qui exploitent en Côte d'Ivoire : « *Soyez convaincus d'une chose, c'est que la France sera toujours présente à vos côtés* ».

Bien sûr, on peut le croire sur parole car, quand il s'agit de défendre ses intérêts, l'impérialisme français a une longue expérience de massacreur de peuples qui date de l'époque coloniale. Eh bien oui, les capitalistes locaux et internationaux qui exploitent les travailleurs et pillent l'économie du pays peuvent compter sur

l'armée française, en plus de l'armée ivoirienne, pour veiller aux grains ! L'histoire récente est là pour nous rappeler aussi de quoi sont capables les puissances impérialistes, notamment la première d'entre elles, les États-Unis, avec les massacres en Irak, en Afghanistan, en Syrie, en Lybie et maintenant, en Iran et demain peut-être à Cuba ou ailleurs.

### LEURS «DROITS DE L'HOMME», RIEN QUE DE LA COMÉDIE !

*«La Côte d'Ivoire vient d'être consacrée sur le plan international pour son modèle de promotion des droits de l'homme... après un processus rigoureux d'évaluation (fait à Genève, en Suisse)... ce qui lui confère le «statut A», le grade le plus élevé... et une position de leader sur le plan régional et international... ».* Ce sont là les blablas débités par le journal gouvernemental car, bien entendu, les droits de l'homme dont il est question dans ce journal ce sont ceux des riches et non des pauvres.

En effet, du point de vue des riches, oui, l'État de Côte d'Ivoire mérite bien cette reconnaissance de la part de ses paires en Suisse, puisque depuis Houphouët Boigny, en passant par Bédié, Laurent Gbagbo jusqu'à Alassane Ouattara, les capitalistes n'ont pas eu à se plaindre de la façon dont

leurs intérêts ont été défendus en Côte d'Ivoire, *« comme du bon lait »* !

Dans cette société d'exploitation, les gens du pouvoir ainsi que leurs porte-paroles considèrent que les travailleurs n'ont que le droit de bosser comme des esclaves, de fermer leur bouche et de croupir dans un taudis quelque part à Adjawi, Adjoufou ou à Abobo Derrière rail, là où leur présence ne peut pas trop gêner les yeux et les narines des riches !

Le jour où les travailleurs et les populations pauvres décideront de ne plus accepter le sort qui leur est imposé et se battront pour leur droit à la vie, on verra si les exploiters et leurs bonimenteurs continueront à se gargariser du *« droit de l'homme »* à toutes les sauces.

### LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE POUR LES PAUVRES, RIEN QUE DES MOTS !



Le 1<sup>er</sup> Mai 2023, mise en circulation des premiers minibus estampillés l'Abidjanais par le Ministère du Transport.

Dans la ville d'Abidjan, le nombre de gbakas est estimé entre 8.000 et 15.000. En général, ce sont de vieilles carcasses et elles sont impliquées dans de nombreux

accidents. Par quel miracle ces tombeaux roulants arrivent-ils à obtenir leur *« visite technique »* périodique ? C'est là le *« miracle ivoirien »* !

Sans ces minicars, aucune entreprise ne pourrait tourner car c'est le moyen de locomotion le plus utilisé par les travailleurs pour se rendre au travail. Ils sont empruntés quotidiennement par deux millions d'abidjanais.

Il y a 3 ans, l'État avait lancé un *« projet pilote »* de transport urbain. Une quarantaine de nouveaux minicars baptisés *« l'Abidjanais »* ont été mis en circulation. Ils étaient plus spacieux que les gbakas tradi-

tionnels et cela a été bien accueilli par les usagers. Mais à leur nombre déjà très insuffisant s'est ajouté le fait que certains ont été immobilisés faute de pièces détachées pour les réparer. En réalité c'est un faux prétexte pour masquer le manque de volonté du gouvernement de s'occuper réellement de la sécurité et du confort des

passagers qui ne peuvent pas se passer du transport urbain.

Ce projet-pilote est probablement tombé dans les oubliettes mais ce n'est certainement pas perdu pour tout le monde. L'achat de ces véhicules neufs a probablement été une aubaine pour certains margouilins.

## DES OPPOSANTS QUI ONT LA NOSTALGIE DU POUVOIR

Voilà plus de quinze ans que le camp Ouattara est au pouvoir et ces gens-là ne sont certainement pas prêts à lâcher des postes aussi juteux et confortables. Les dirigeants du FPI, ayant déjà goûté à ce privilège, étaient prêts à toutes les bassesses pour avoir accès eux-aussi à une petite part du gâteau. En vain, ils n'ont pas trouvé place autour de la marmite bien garnie !

Bien des travailleurs se souviennent peut-être que durant les dix ans de pouvoir du FPI et de ses proches, malgré l'augmentation énorme du coût de la vie, ils n'ont même pas voulu augmenter d'un centime

les salaires des travailleurs, sous prétexte que c'était mauvais pour le développement du pays. Ils ont réprimé systématiquement les grèves comme leurs prédécesseurs et leurs successeurs.

Et quand aujourd'hui les dirigeants du FPI disent qu'« *il faut un sursaut pour libérer le pays... une offensive de terrain pour reconquérir le pouvoir* », ils nous font rire !

Non ! Les travailleurs et les populations pauvres n'ont aucun ami de ce côté-là. Les faux amis, ce sont souvent les pires !

## UN MINISTÈRE POUR AMUSER LA GALERIE



Égout à ciel ouvert à Abobo Derrière rail.

Le «*ministre de l'Environnement et de la Transition écologique*» a annoncé qu'il veut maintenant «*faire payer des amendes aux individus qui font l'objet de pollution dans les rues*».

Au moment, où la Lagune Ébrié est devenue un dépotoir pour les industriels et un déversoir à ciel ouvert pour toutes les eaux usées de la capitale, pendant que l'orpaillage transforme de nombreux cours d'eau du pays en une coulée de boue empoisonnée, ce ministère ne trouve pas mieux que de traquer ceux qui jettent des mégots de cigarettes ou des peaux de bananes dans les rues !

C'est symptomatique de cette société qui s'acharne toujours à faire payer les plus pauvres, alors que tous ces industriels qui saccagent l'environnement et en tirent profit, sous couvert d'être des «*investisseurs*», sont épargnés et même quelque fois financés par l'État !

## Dans le monde

### DES OUVRIERS DE DIFFÉRENTES NATIONALITÉS EN GRÈVE

Article publié en France dans l'hebdomadaire *Lutte Ouvrière* N° 3009 du 1<sup>er</sup> Avril 2026. (Site Internet [www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)).

À Greeley, au Colorado, la plus grande usine de conditionnement de viande des États-Unis est en grève depuis le 16 mars.

Cette usine, qui comprend un abattoir, de la découpe, du conditionnement et de l'expédition, appartient à JBS, un groupe brésilien, leader dans la viande aux États-Unis. JBS contrôle le marché, conjointement avec trois autres grandes entreprises. Ensemble, elles sont responsables de la hausse considérable des prix que les consommateurs constatent dans les magasins en achetant de la viande.

Les 2 milliards de dollars de bénéfice de JBS en 2025 - en hausse de 24 % sur l'année précédente - viennent aussi de l'exploitation des salariés. Les 3 800 ouvriers de Greeley savent ce que c'est de travailler avec des outils tranchants, en sous-effectifs et avec des cadences rapides imposées par une direction qui a déjà licencié ceux qui protestaient.

Kim Cordova, déléguée syndicale, l'explique : « *Peu de gens veulent faire ce travail dangereux. Le patron emploie donc une main-d'œuvre vulnérable, beaucoup de migrants, des réfugiés* ». JBS en profite pour faire payer par les travailleurs eux-mêmes l'achat de leurs équipements individuels de sécurité, entre autres les gants anti coupures.

Cette exploitation a poussé les travailleurs à suivre le mot d'ordre de grève du syndicat, qui revendique un contrat de travail collectif incluant une augmentation de salaire,

une meilleure protection sociale, le paiement des équipements de sécurité par le patron et le retour des licenciés.



Manifestation des travailleurs de JBS Meat le 16 mars à Greeley

Dans cette usine où 90 % des ouvriers n'ont pas la nationalité américaine - presque toute l'équipe de nuit est haïtienne - la police de l'immigration, ICE, est venue intimider les travailleurs au moment où ils se rassemblaient. Toutefois 98 % ont voté en faveur de la grève.

Selon Cordova, « *la grève est une question de vie ou de mort pour eux* ». Elle ajoute : « *50 langues sont parlées dans cette usine. JBS espérait que les travailleurs ne pourraient pas échanger sur leurs salaires et leurs conditions de travail et qu'ils seraient divisés. Mais c'était sous-estimer les travailleurs, qui sont intelligents et forts* ».

**Proletaires de tous les pays, unissez-vous!**

# CE QUE NOUS VOULONS

## Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'État lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*Nous estimons indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.